



## Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy, président de la République

### Les militants pour la démocratie et des droits de l'Homme au Gabon en danger

Paris, le 1 août 2008

Monsieur le Président,

Les excellents rapports que vous entretenez avec le président du Gabon sont de notoriété publique. Or, comme vous le savez, des responsables d'organisations de la société civile gabonaise – de longue date victimes d'innombrables harcèlements et menaces sur leurs personnes et leurs droits – sont à nouveau visés par le pouvoir gabonais en raison de leur combat contre la pauvreté, la corruption, l'opacité de l'utilisation des revenus miniers et le détournement de l'argent public.

Pour avoir dénoncé un scandale financier dans lequel serait impliqué le Procureur de la République du Tribunal de première instance de Libreville, avoir demandé la suspension de ce dernier et l'ouverture d'une enquête concernant l'affaire, cinq dirigeants d'organisations non gouvernementales (ONG) gabonaises ont été convoqués par la police à fin d'interrogatoire. Selon ces derniers, la police aurait tenté de les arrêter, sans charges ni mandat, alors qu'ils assistaient à une réunion du Front des Organisations de la société civile contre la pauvreté au Gabon (FOSCP). Ils sont accusés d'outrage à magistrat.

Il s'agit notamment de Marc Ona, coordinateur de la coalition Publiez ce que vous payez (PCQVP) Gabon et membre du comité Initiative de transparence des industries extractives (ITIE). Comme vous le savez aussi, en juin dernier, Monsieur Ona a été empêché de se rendre aux Etats-Unis pour participer à une réunion internationale sur la transparence des revenus du secteur extractif. Les autorités gabonaises, qui n'ont cure d'une telle transparence, mettent sous la menace les Gabonais qui ont l'immense courage de s'engager dans un rude combat pour améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens.

Aujourd'hui, tous les observateurs de la situation au Gabon mettent en alerte ceux qui veulent bien les écouter : ces courageux militants de la société civile gabonaises sont en danger.

Vous, Monsieur le Président, qui dites défendre la démocratie et le respect des droits de l'Homme, vous devez, d'urgence, donner la preuve de votre sincérité. Vous devez vous mettre à l'écoute de cette alerte. Il serait indigne de votre part de ne pas prendre, publiquement, la défense de ces personnes en danger. Nous comptons sur vous pour leur apporter votre soutien.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Copie : Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes

Contact presse : Alexis CHAREYRON [alexis.chareyron@survie-france.org](mailto:alexis.chareyron@survie-france.org) Tél. : 01 44 61 03 25